

Mines (**SONAMINES**) à partir de **2020**. Les opérations minières et de carrières ont généré pour leurs parts, des revenus budgétaires de l'ordre de **12,20 milliards FCFA** en 2019 contre **1,24 milliards** en **2018**.

Dans l'ensemble, la part des activités extractives dans le **PIB** est partie de **3,74%** en **2018** à **3,75%**, en **2019**. Les exportations quant à elles sont en hausse, elles sont passées de **26,24%** en **2018**, à **32,03%**, en **2019**.

Le **RAPPORT ITIE 2019** indique qu'en terme de contribution par flux au budget de l'Etat, sur les **703,91 milliards FCFA** de revenus reversés au budget de l'Etat en **2019**, les transferts de la **SNH-Mandat** viennent à la 1ère place et représentent **66,99 %** desdits revenus (soit **471,53 milliards FCFA**), suivi de l'Impôt sur les Sociétés pétrolières **17,12%**, (soit **120,48 milliards FCFA**), les droits de transit arrivent en 3ème position et représentent pour leur part **4,97 %** et les autres recettes **10,92%**. La contribution du secteur extractif à l'emploi demeure moins significative et malgré une légère hausse pour se situer à **0,61%** en **2019** contre **0,60%** en **2018**.

Par ailleurs, il est important de signaler que sur les **651,61 milliards FCFA** de revenus reversés au budget de l'Etat en **2019**, au titre de la contribution du secteur hydrocarbures, les transferts indirects représentent **28,17%** desdits revenus, soit **183,58 milliards** ; les transferts directs représentent **44,19%**, soit **287,59 milliards** et l'impôt sur les sociétés **18,48%**, soit **120,48 milliards FCFA**.

Par ailleurs, en donnant une vue d'ensemble de l'impact du **COVID 19** sur le secteur extractif en **2020**, le **RAPPORT ITIE 2019**, indique que le Cameroun, comme tout pays, est sensible aux fluctuations des cours du pétrole. Le pays a réussi à maintenir en **2020**, le même niveau de production que celui de **2019**, malgré l'impact négatif de la crise sanitaire sur les prix de vente de pétrole (**-35%**). Ladite crise a également entraîné le report des programmes d'investissement dans le secteur.

On trouve enfin dans le **RAPPORT ITIE 2019** des informations utiles sur le nombre de permis délivrés par les autorités, le cadre légal et réglementaire, les transferts infranationaux, les dépenses sociales, etc.



POINTS FORTS DU RAPPORT ITIE 2019



Contexte

Le **RAPPORT ITIE 2019** du Cameroun est publié dans un contexte marqué par la crise sanitaire de **COVID 19**, et, ses incidences sur l'économie camerounaise.



Au plan de la mise en œuvre de l'**ITIE**, en plus des contraintes mentionnées ci-haut, le pays a travaillé à sortir de la suspension temporaire de l'Initiative, et a décidé de publier deux **RAPPORTS ITIE** en une seule année, à savoir, celui de **2018, en juin 2021**, et celui de **2019, le 19 novembre 2021**. Le Cameroun a utilisé cette période pour insuffler une impulsion nouvelle au processus ITIE en adoptant le **19 juillet 2021**, une approche et un Plan de divulgation systématique des informations **ITIE**. Cette dynamique s'inscrit dans le prolongement de la Loi **N°2018/011 du 11 juillet 2018** portant Code de transparence et de bonne gouvernance dans la gestion des finances publiques, qui entend renforcer le contrôle citoyen, dans la gestion des affaires publiques. Faut-il le rappeler, la « **divulgation systématique** » ou « **divulgation intégrée** » ou encore « **intégration ITIE** » consiste à encourager les entités déclarantes, à publier régulièrement les données du secteur extractif en temps réel.



Les points forts du RAPPORT ITIE 2019 proprement dits

A la lecture du RAPPORT ITIE 2019, les paiements des sociétés extractives ont atteint un montant de **908,28 milliards FCFA**. Les revenus captés au niveau du budget de l'Etat au titre de la même année ont atteint un montant de **703,91 milliards FCFA** (contre **568,32 milliards** en 2018) dont plus de **90%** proviennent du secteur des hydrocarbures.

La progression des recettes budgétaires provient principalement de l'évolution de la part de l'Etat de pétrole commercialisé qui a atteint 17 millions de baril (contre **13,4 millions** de baril en 2018) ayant donné lieu à un accroissement des transferts de la SNH au budget de l'Etat qui ont atteint un montant de **471,93 milliards FCFA** (contre **413,32 milliards FCFA**).

Une telle réalité s'explique dans le secteur pétrolier par les réformes mises en place par les pouvoirs publics à travers : le Code de transparence et de bonne gouvernance dans la gestion des finances publiques, le Code pétrolier, les engagements pris par le pays en matière de limitation des interventions directes de la **SNH** ainsi que le prix du pétrole sur les marchés mondiaux. Au total, le pétrole brut représente l'essentiel de la production et de l'exportation du secteur extractif au Cameroun, suivi du gaz et l'or.

Pour ce qui est du gaz, sa production s'est élevée à **73,96 Bcf (milliard de pieds cube)** de gaz et **24 489 tonnes métrique** pour le GPL. Il s'agit d'une augmentation de production par rapport aux chiffres de l'année **2018**, qui est due à la mise en production de deux puits sur le champ Sanaga Sud, qui approvisionnent l'usine flottante Hilli Episeyo (**FLNG**). En ce qui concerne le transport d'hydrocarbures, celui-ci a rapporté **40,10 milliards de FCFA** au budget de l'Etat contre **33,38 milliards FCFA** en **2018**.

Côté mines et carrières, la politique de recherche de la valeur ajoutée de la Stratégie Nationale de Développement **20-30**, a amené les pouvoirs publics à créer la Société Nationale des